Vu le décret n° 98-1172 du 25 mai 1998, relatif à la désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques,

Vu le décret n° 99-2435 du 1er novembre 1999, portant approbation du statut particulier du personnel de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux,

Vu le décret n° 2000-99 du 18 janvier 2000, fixant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels à la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux,

Vu l'avis des ministres du développement économique et des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier – Est créé, l'emploi fonctionnel de directeur central et ajouté aux emplois fonctionnels prévus par l'article premier du décret n° 2000-99 du 18 janvier 2000, fixant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels à la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux.

Cet emploi fonctionnel est attribué selon les conditions prévues par l'article 2 du présent décret.

Art. 2. – Le paragraphe (b) de l'article 3 du décret n° 2000-99 du 18 janvier 2000 susvisé est modifié et complété comme suit :

b) conditions particulières :

Emploi fonctionnel	Conditions minima
Chef de section	Le chef de section est nommé parmi : - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie huit ou plus, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie sept et justifiant d'une ancienneté de cinq ans au moins dans cette filière, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie cinq et justifiant d'une ancienneté de dix ans au moins dans cette filière, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie trois, ayant atteint la catégorie six et justifiant d'une ancienneté de quinze ans au moins dans cette filière.
Chef de service	Le chef de service est nommé parmi : - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie neuf, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie huit et justifiant d'une ancienneté de cinq ans au moins dans cette filière, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie sept et justifiant d'une ancienneté de dix ans au moins dans cette filière.

Emploi fonctionnel	Conditions minima
Chef de division	Le chef de division est nommé parmi : - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie neuf et justifiant d'une ancienneté de six ans au moins dans cette filière, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie huit et justifiant d'une ancienneté de dix ans au moins dans cette filière, - les agents appartenant à une filière d'emploi évoluant à partir de la catégorie huit ou plus et ayant exercé la fonction de chef de service depuis quatre ans au moins.
Directeur, Directeur territorial, Directeur régional	Le directeur, directeur territorial ou régional est nommé parmi les chefs de division ayant exercé cette fonction durant quatre ans au moins.
Directeur central	Le directeur central est nommé parmi les directeurs, directeurs territoriaux ou régionaux ayant exercé cette fonction durant quatre ans au moins.
Secrétaire général	Le secrétaire général est nommé parmi les directeurs centraux ayant exercé cette fonction durant trois ans au moins.

Art. 3. – Les ministres de l'agriculture et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 février 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2002-509 du 27 février 2002, fixant l'organigramme de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 68-22 du 2 juillet 1968, portant création de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, telle que modifiée et complétée par la loi n° 76-21 du 21 janvier 1976,

Vu la loi n° 89-9 du 1er février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics, telle que modifiée et complétée par la loi n° 94-102 du 1er août 1994, la loi n° 96-74 du 29 juillet 1996, la loi n° 99-38 du 3 mai 1999 et la loi n° 2001-33 du 29 mars 2001 et notamment son article 10 bis,

Vu le décret n° 96-270 du 14 février 1996, portant attributions du ministère du développement économique, tel que modifié et complété par le décret n° 96-1225 du 1er juillet 1996,

Vu le décret n° 97-564 du 31 mars 1997, fixant la liste des établissements publics à caractère non administratif, considérés comme entreprises publiques, tel que modifié et complété par le décret n° 98-752 du 30 mars 1998 et le décret n° 99-2378 du 27 octobre 1999,

Vu le décret n° 97-565 du 31 mars 1997, relatif aux modalités d'exercice de la tutelle des entreprises publiques, à l'approbation de leurs actes de gestion, à la représentation des participants publics dans leurs organes de gestion et de délibération et à la fixation des obligations mises à leur charge,

Vu le décret n° 98-251 du 19 janvier 1998, fixant l'organigramme de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, tel que modifié par le décret n° 99-2737 du 6 décembre 1999,

Vu le décret n° 98-1172 du 25 mai 1998, relatif à la désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques,

Vu le décret n° 99-2435 du 1er novembre 1999, portant approbation du statut particulier du personnel de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux,

Vu le décret n° 2000-99 du 18 janvier 2000, fixant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels à la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, tel que modifié et complété par le décret n° 2002-508 du 27 février 2002,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre du développement économique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. – L'organigramme de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux est fixé conformément au schéma et à l'annexe joints au présent décret.

Art. 2. – La mise en application de l'organigramme de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux s'effectue sur la base de fiches de fonctions décrivant avec précision les attributions relevant de chaque poste d'emploi dans la société. La nomination aux emplois fonctionnels qui y sont prévus intervient conformément aux dispositions du décret n° 2000-99 du 18 janvier 2000 sus-indiqué, tel que modifié et complété par le décret n° 2002-508 du 27 février 2002.

Art. 3. – La société nationale d'exploitation et de distribution des eaux est appelée à établir un manuel de procédures fixant les règles à suivre pour l'accomplissement de chaque tâche relevant de chaque structure de la société. Ce manuel sera actualisé chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Art. 4. – Les ministres de l'agriculture et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 février 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

Arrêté du ministre de l'agriculture du 27 février 2002, portant homologation du plan de réaménagement foncier du secteur de Grich El-Oued relevant de l'extension du périmètre public irrigué de Medjez-El-Bab - Tébourba de la délégation de Medjez-El-Bab au gouvernorat de Béja et de la délégation de Tébourba, au gouvernorat de Manouba.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et par la loi n° 2000-30 du 6 mars 2000 et notamment son article 16,

Vu la loi n° 77-17 du 16 mars 1977, portant création de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 2000-29 du 6 mars 2000 et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 87-984 du 18 juillet 1987, portant création d'un périmètre public irrigué à Medjez-El-Bab - Tébourba,

Vu le décret n° 89-1798 du 29 novembre 1989, portant extension du périmètre public irrigué de Medjez-El-Bab - Tébourba,

Vu le décret n° 99-1877 du 31 août 1999, modifiant la dénomination de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués,

Vu le décret n° 2001-977 du 3 mai 2001, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission régionale chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole,

Vu l'arrêté du 9 février 1990, portant ouverture de la procédure de réaménagement foncier dans l'extension du périmètre public irrigué de Medjez-El-Bab – Tébourba,

Vu l'avis de la commission susvisée, chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole, réunie au siège du gouvernorat de Béja le 13 décembre 2001.

Arrête :

Article premier. – Est homologué, le plan de réaménagement foncier du secteur de Grich El-Oued relevant de l'extension du périmètre public irrigué de Medjez-El-Bab – Tébourba de la délégation de Medjez-El-Bab au gouvernorat de Béja et de la délégation de Tébourba au gouvernorat de Manouba et annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Le présent arrêté emporte transfert de la propriété interpartes. Les privilèges, hypothèques et baux de toute nature, portant sur des parcelles soumises au réaménagement foncier, existant au moment de l'application du réaménagement, sont transférés de droit sur les nouvelles parcelles reçues en échange par le débiteur ou bailleur.

Art. 3. - Les propriétaires sont tenus de payer la différence de valeur entre la parcelle de terre d'origine et la parcelle de terre attribuée dans le cadre du réaménagement foncier au profit de l'agence foncière agricole. Les copropriétaires sont considérés solidaires pour le paiement de cette valeur, une hypothèque en rang utile sera grevée sur la parcelle de terre attribuée pour garantie de paiement de cette différence.